

Etienne Copeaux : « Les Chypriotes turcs attendent de l'Europe un soutien politique et économique »

jeudi 26 juin 2008, par [Aymeric Dordonat](#), [Etienne Copeaux](#)

Etienne Copeaux est chercheur associé au Groupe de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen Orient (GEMMO) du CNRS, et chargé de cours à l'université de Galatasaray (Istanbul). Il est l'auteur, en collaboration avec Claire Mauss-Copeaux, d'un ouvrage, Taksim ! Chypre divisée, 1964-2005, qui rassemble les témoignages de Chypriotes turcs sur l'exode de 1974 et leurs aspirations actuelles. Il revient, pour Nouvelle Europe, sur les négociations entamées entre Dimitris Christofias et Mehmet Ali Talat.

Il y a plusieurs jours, l'ancien Premier ministre de Chypre, Tassos Papadopoulos, a ouvertement critiqué Dimitris Christofias qui le remplace depuis mars 2008, pour ses négociations avec Mehmet Ali Talat (président de la République Turque de Chypre Nord depuis 2005). Peut-il faire échouer les négociations ?

Je ne pense pas que Papadopoulos puisse personnellement faire échouer des négociations. Mais il reste à la tête d'un courant politique puissant. Il représente l'intransigeance, le nationalisme rigide. Par son passé, il incarne les vues de ceux qui ont milité et souvent combattu dans les rangs de l'EOKA (Organisation nationale des combattants chypriotes), organisation activiste armée chauvine et terroriste. D'ailleurs, la « mémoire officielle » de la république de Chypre se nourrit toujours de cette saga. Le dirigeant de l'EOKA, le colonel George Grivas, est toujours considéré officiellement comme un héros national, et il y a une avenue à son nom à Nicosie-sud. Ses troupes ont perpétré des massacres, des crimes de guerre à l'encontre de la population musulmane de Chypre, et personne n'a été jugé ni même inquiété. Il y a eu longtemps à Chypre-sud une atmosphère ultranationaliste, évidemment alimentée par les souffrances infligées par les extrémistes turcs et l'armée turque en 1974. Papadopoulos est l'héritier de ce courant, il a porté sur le plan politique ce passé, fait d'action violente, puis de rancœur anti-turque. Il a donc derrière lui une bonne partie de l'opinion publique et de la puissante Église orthodoxe.

Les élections présidentielles de février 2008 ont montré que ce courant s'affaiblit. En Christofias, les Chypriotes grecs ont élu un homme qui s'est impliqué personnellement et avec son parti dans un processus de négociation et de réconciliation. Au-delà des questions de courants politiques, c'est aussi la volonté de sortir de l'impasse qui l'a emporté, une volonté nourrie, elle, par la lassitude d'un « provisoire » qui dure depuis plus de trente ans.

Papadopoulos et les tenants d'une ligne dure contre la partie turque ne bénéficient pas du même avantage que leurs homologues du nord. Ils ne sont pas soutenus par une force extérieure ; Christofias a une solide légitimité. C'est tout le contraire en face : M.A. Talat est certes lui aussi un homme de gauche, qui a bénéficié du même courant pacifiste et réconciliateur, et de la lassitude provoquée par Rauf Denktas, ancien président au pouvoir depuis trente ans. Mais au nord, les intransigeants, partisans du statu quo, sont puissamment soutenus par la Turquie et l'armée turque. Songez que fin mars, après les déclarations conciliatrices de Talat, le général Büyükanit, chef d'état-major des armées turques, est venu à Chypre pour remettre les choses à leur place et déclarer que la question chypriote est définitivement réglée depuis 1974... Et il a fait un extraordinaire affront au gouvernement de Talat en allant officiellement rendre visite à Denktas qui n'a plus aucun rôle officiel. Rien de semblable, je pense, ne peut se produire au Sud.

Mehmet Ali Talat a tablé, début mai, pour l'aboutissement des négociations d'ici à la fin de l'année 2008. Puis, il a reporté l'échéance à 2012 : est-ce réalisable ? Quels seront les principaux obstacles aux négociations ?

Je viens d'évoquer l'obstacle principal : la Turquie et l'armée turque. Voici trente quatre ans qu'on produit un certain discours sur la question chypriote en Turquie, un discours très rigide, très stéréotypé, qui est devenu une doxa, et qui de plus a été sacralisé par des références à Atatürk. Déconstruire le discours sur Chypre - comme toute doxa politique en Turquie - pour revenir en arrière, serait une tâche très compliquée qui nécessiterait soit un travail politique très long, soit une véritable révolution comme celle qui a été opérée par Gorbatchev en URSS.

Je n'imagine pas les militaires turcs (ils sont plus de 30.000 à Chypre) abandonner leurs positions qui sont présentées comme stratégiquement vitales pour la Turquie. Il faut sans doute prendre en compte des éléments psychologiques comme l'honneur de l'armée. De plus, Chypre représente pour les militaires une opportunité dans leur carrière (ils sont officiellement « à l'étranger » et leur avancement est accéléré de ce fait), phénomène très terre-à-terre mais susceptible de créer des inerties aussi pesantes que les considérations stratégiques.

Qu'attendent les Chypriotes turcs de l'Union européenne ?

Lorsque l'île, dans son intégralité, est entrée dans l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, la vie des Chypriotes turcs vivant au Nord a été bouleversée : ils étaient brusquement citoyens d'un pays de l'Union, alors que jusque-là, ils étaient les « administrés » d'une autorité non reconnue. Ils avaient des documents d'identité inutilisables ailleurs que dans leur « demi-île » et en Turquie : toutes leurs relations avec le monde (y compris commerciales, aériennes, et même postales et téléphoniques) devaient passer par la Turquie, ils ne pouvaient même pas participer à des compétitions sportives internationales. Leur nom même, leur patronyme, pouvait être considéré à l'extérieur comme « illégal » puisque de nombreux patronymes turquifiés avaient été attribués après 1974. Beaucoup nous avouaient avoir l'impression de vivre « dans une prison à ciel ouvert ».

C'est dire le changement qu'ils ont ressenti lorsque, à partir de 2003, ils ont d'abord pu accéder au Sud, donc à leur village, leur ancienne maison, et retrouver leurs anciens voisins et amis grecs. A cette occasion, ils ont pu s'adresser aux autorités administratives du Sud pour recouvrer des papiers d'identité « légaux » émanant de la République de Chypre. Puis, en 2004, ils sont donc devenus des « Européens » et c'est comme si le monde entier leur devenait accessible.

Toutefois, un jeune homme nous a dit de façon fort judicieuse : « Nous avons des passeports de l'UE, mais ils ne nous servent qu'à voyager ! » Autrement dit, aucun des problèmes politiques de l'île n'a été résolu, et la RTCN, malgré l'élection de Talat en 2005, reste un protectorat de la Turquie, soumis à la volonté de l'armée et régi par un système clientéliste.

Mais ils attendent aussi de l'Europe un soutien politique et économique. L'économie du nord est très en retard sur celle du sud. Lorsque nous avons commencé de fréquenter la RTCN, en 1995, c'était un voyage dans le temps : beaucoup de choses étaient dans l'état de 1974.

L'économie du nord a longtemps souffert d'un embargo commercial international sur les exportations qui découlait d'un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes (1994), enjoignant aux pays membres de refuser les certificats d'origine délivrés par la RTCN. Ce problème se résoud progressivement depuis 2004. Reste la concurrence commerciale turque qui est écrasante, également du fait de l'armée qui a le droit d'importer hors taxes et d'écouler dans ses économats - ouverts au public - toutes sortes de produits. Heureusement, la situation s'améliore. Le « non » grec au référendum sur la réunification de 2004 a profondément irrité les dirigeants de l'UE, et la sympathie, qui allait plutôt aux Grecs jusque-là, s'est tournée vers les Turcs de Chypre. Des fonds européens sont déjà parvenus, mais ils restent insuffisants.

On sait que la Turquie ne reconnaît pas la République chypriote grecque. En réponse à cela, Chypre vient de refuser l'ouverture de trois nouveaux chapitres de négociations pour l'adhésion

du pays à l'Union européenne. De bonnes négociations pour la réunification doivent-elles passer par une reconnaissance préliminaire du pays ?

Bien entendu. Pour la Turquie, la République de Chypre n'est qu'une « autorité grecque de Chypre du sud » (Güney Kıbrıs Rum Yönetimi). Il n'y a pas de relations diplomatiques, commerciales ou autres. Les ports et aéroports turcs sont fermés aux bateaux et avions chypriotes.

Le problème est moins simple qu'il n'y paraît. A mon avis, l'ONU a fait une grave erreur en 1964. Au début de cette année-là, les affrontements ont été si graves que les Chypriotes turcs, encouragés et même contraints, certes, par leurs dirigeants nationalistes, se sont retirés dans des enclaves et ont vécu séparément, administrés par leurs propres autorités. Ce dernier point n'était pas un changement institutionnel, puisque la Constitution de 1960 avait créé deux administrations, l'une turque, l'autre grecque, créant une sorte de fédération turco-grecque mais où le statut de la personne dépendait de sa religion, et non de son lieu de résidence. Le retrait des Turcs dans leurs enclaves en 1964 a simplement « territorialisé » cette situation de fédération. Mais je le répète, les deux administrations étaient parfaitement légales et légitimes. Or l'ONU, par la résolution 186, a reconnu l'administration grecque de Chypre comme seule autorité légale, ce qui a été et reste vécu comme une injustice majeure par les Turcs. L'ONU en paie encore le prix : une très grande méfiance vis-à-vis de toute institution internationale. Le problème des reconnaissances et non reconnaissances réciproques prend sa source dans cet événement-origine.

Une difficulté actuelle est qu'il n'y a pas de réciprocité possible : il serait juste et normal que la Turquie reconnaisse la République de Chypre, mais elle exige en retour la reconnaissance de la RTCN, ce qui est impossible, puisque théoriquement la République de Chypre est souveraine sur la totalité de l'île. Et ce serait absurde, lorsque le but est la réunification et non la reconnaissance d'une division !

Il faudrait amener la Turquie à la reconnaissance mais par quel moyen de persuasion ? En utilisant ce que j'appelle le « désir d'Europe » ? On ne peut, en effet, faire sérieusement miroiter l'accession à l'UE à un candidat qui ne reconnaît pas l'existence d'un membre de cette même UE, et qui, de plus, occupe militairement une partie de son territoire. Mais certains, même à gauche, estiment que la Turquie peut se tourner vers une autre sphère, le monde « turcophone » d'Asie centrale qui était l'objectif des organisations d'extrême-droite dans les années 1990.

Ici encore, le facteur « Turquie » est essentiel dans la résolution du problème. J'avais pensé un moment que le pouvoir de l'AKP, plus souple, plus ouvert et plus « européen » que les très rigides kémalistes contribuerait à une avancée. Mais comme le montrent les développements récents de la politique intérieure turque, l'armée, toujours elle, impose ses décisions par des quasi coups d'État, par l'intermédiaire du Conseil de Sécurité nationale.

Enfin, Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, a récemment apporté son soutien aux négociations entre Chypriotes : peut-il réussir là où son prédécesseur, Koffi Annan, a échoué ?

Je préfère ne pas me risquer dans des prédictions ! Il faut analyser de très près les différentes versions du plan Annan (2002-2004) rejeté par le référendum en 2004 pour comprendre son échec. C'est une tâche ardue qui comporte de nombreuses facettes : le contenu du plan lui-même, les circonstances locales (chypriotes), régionales (Turquie et Grèce), internationales, et l'opinion publique chypriote. J'avoue que je ne m'y suis pas encore risqué. D'autres l'ont fait, qu'il faudrait interroger.

Je peux dire seulement que sur une question si essentielle, l'opinion d'un électeur est très labile, très versatile, et c'est normal. Est-il possible de savoir exactement ce que l'on veut lorsqu'on a vécu de tels bouleversements ? Beaucoup de nos interviewés manifestaient ce type d'indécision ; par exemple, une aversion pour l'armée turque, pour les colons anatoliens peuplant la RTCN, mais un soulagement de savoir que grâce à la présence turque, ils ne risquaient pas d'être expulsés de chez eux une troisième fois. Comment mettre cela dans un plateau de la balance, et, par exemple, la lassitude de cet éternel provisoire dans l'autre ? Seuls ceux qui avaient une pratique militante, ceux qui avaient l'habitude de fréquenter et de discuter avec des militants de la réconciliation du camp adverse avaient des avis tranchés.

Ce que je trouve extraordinaire, c'est qu'en fin de compte les Chypriotes turcs ont voté pour la réunification, alors que toutes les autorités turques avaient demandé le contraire, alors que toute leur éducation, tout ce qu'on leur avait inculqué à l'école, à l'armée, dans la presse, les poussait à voter « non ». Depuis un demi-siècle, avec un poids énorme, la propagande répétait à ces Chypriotes turcs que la nation chypriote n'existait pas, qu'il n'y avait aucune entente possible avec les Grecs, qu'ils faisaient partie de la « grande nation turque ». Le « oui » turc au référendum représente pour moi un énorme échec du nationalisme turc : avec tout son poids, la force et la durée de sa propagande, le discours nationaliste n'a pas pu faire oublier aux Chypriotes turcs leur propre passé, leur identité, fort différents de ceux des Turcs de Turquie. Il n'a pas pu leur faire oublier la langue grecque, les anciens voisins et amis, la culture chypriote.

Tout cela pour vous dire la difficulté de prévoir. Songez à l'ouverture de la « ligne verte », ligne de cessez-le feu séparant hermétiquement les deux zones de Chypre depuis 1974, ouverte de façon totalement inattendue en 2003, à l'initiative du pouvoir le plus immobiliste qui soit : celui de Rauf Denktaş ! Ce qui finit par advenir dépasse souvent notre imagination ! Donc souhaitons ardemment que Ban Ki-Moon réussisse, souhaitons que l'ONU, l'UE et surtout les Chypriotes et les gouvernants turcs nous étonnent, et dans le bon sens !

Sources

Article publié le mercredi 18 juin 2008 sur le site de Nouvelle Europe sous le titre : [Etienne Copeaux : « Les Chypriotes turcs attendent de l'Europe un soutien politique et économique »](#)